

Mai 2026

iles
de
paix



Analyse

Quand les crises énergétiques ébranlent le système alimentaire mondial

Découvrez nos autres publications



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Olivier Genard



© Adam Cohn

Du choc pétrolier à la crise alimentaire silencieuse

Depuis le 2 mars 2026, le détroit d'Ormuz, un corridor maritime de quelques dizaines de kilomètres de large entre l'Iran et le sultanat d'Oman, est au cœur d'une crise géopolitique majeure. À la suite des frappes militaires conjointes américano-israéliennes contre l'Iran fin février 2026 et de la mort du Guide suprême iranien Ali Khamenei, les Gardiens de la Révolution ont officiellement annoncé la fermeture du passage aux navires commerciaux.

Au moment de la rédaction de cette analyse, les négociations diplomatiques piétinent. Le premier effet visible de cette paralysie est énergétique : par le détroit d'Ormuz transite environ 20 % de la consommation mondiale de pétrole. Le baril de Brent (voir encadré ci-contre) a franchi le seuil des 100 dollars à la mi-avril, et les conducteurs européens en ressentent déjà les effets à la pompe. Mais derrière ce choc pétrolier médiatisé se cache une autre menace, plus silencieuse et aux conséquences potentiellement plus durables : la menace pesant sur les systèmes alimentaires mondiaux.

Le baril de Brent représente le prix d'un baril de pétrole brut provenant de la mer du Nord, utilisé comme repère mondial pour fixer une grande partie des prix du pétrole. En période relativement calme, son cours se situe souvent dans une zone de 60 à 80 dollars. Mais ce prix varie fortement selon la situation géopolitique, notamment au Moyen-Orient.

Lors de tensions, la peur d'une rupture d'approvisionnement fait monter le prix, créant ce que l'on appelle une « prime de risque » géopolitique. Ainsi, avec les tensions récentes dans le Golfe Persique, le prix du baril de Brent a nettement augmenté, atteignant des niveaux autour de 100 à 120 dollars. Cette hausse ne reflète pas nécessairement une pénurie immédiate de pétrole, mais plutôt la crainte que l'offre puisse être affectée. En ce sens, le prix du Brent ne dépend pas seulement de la production réelle, mais aussi des anticipations et des réactions des marchés face aux risques internationaux.

Car le détroit d'Ormuz n'est pas seulement une artère énergétique. C'est aussi le passage obligé d'une part considérable du gaz naturel mondial, la matière première indispensable à la fabrication des engrais azotés qui nourrissent la moitié de l'humanité.

Selon le FMI, si le conflit persiste, la croissance mondiale pourrait chuter à 3,1 % en 2026, avec des répercussions particulièrement sévères sur la zone euro. Mais au-delà des indicateurs macroéconomiques, c'est le prix du pain dans les capitales africaines, les récoltes de maïs au Sahel, la facture alimentaire des ménages en situation de précarité en Belgique et tant d'autres réalités sociales qui sont en jeu.

Comment une crise géopolitique au Moyen-Orient peut-elle provoquer des ondes de choc aussi lointaines sur l'alimentation, en particulier celle des personnes les plus vulnérables aux crises ? Et surtout, quelles transformations structurelles permettraient de réduire cette vulnérabilité ?

Le gaz, les engrais et le blé : une chaîne de dépendances invisibles

Pour comprendre le lien entre la fermeture du détroit d'Ormuz et le risque d'insécurité alimentaire au niveau mondial, il faut remonter la chaîne de production agricole jusqu'à son maillon le plus fragile dans cette crise : les engrais azotés. Le gaz naturel est la principale matière première utilisée dans la synthèse de l'ammoniac, lui-même à la base de la quasi-totalité des engrais azotés.

Ceci explique que le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran figurent parmi les premiers exportateurs mondiaux de cet intrant agricole essentiel pour l'agriculture conventionnelle. Lorsque le détroit d'Ormuz se ferme, c'est l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en engrais qui se grippe.

Selon les données de la FAO, les engrais azotés sont directement responsables d'environ 50 % des rendements agricoles mondiaux actuels [1].

Toute rupture brutale de l'approvisionnement en engrais de synthèse ferait peser un risque immédiat sur la sécurité alimentaire de centaines de millions de personnes.

Pourquoi le prix des énergies fossiles affecte-t-il celui des engrais ?

À l'échelle mondiale, les engrais azotés sont les plus utilisés. Ils sont produits à partir d'ammoniac, fabriqué grâce au procédé Haber-Bosch, qui combine l'azote de l'air avec de l'hydrogène. Le point clé est que cet hydrogène est aujourd'hui issu presque exclusivement d'énergies fossiles, surtout du gaz naturel.

Celui-ci joue un double rôle : matière première et source d'énergie pour un procédé très énergivore. Le coût des engrais dépend donc directement du prix des énergies fossiles. L'ammoniac est ensuite transformé en différents engrais, dont l'urée, l'une des formes les plus répandues, appréciée pour sa forte concentration en azote et sa facilité de transport.

Le pétrole intervient aussi, en influençant les prix du gaz et en augmentant les coûts de transport.

En pratique, une hausse du prix des énergies fossiles se répercute en cascade : énergie fossile → engrais → coûts agricoles → prix alimentaires.

Cela ne signifie pas que cette dépendance soit irréversible à long terme : la transition agroécologique démontre qu'il est possible de s'en affranchir progressivement, à condition d'engager les investissements et les politiques nécessaires. Mais l'agriculture « conventionnelle », qui reste actuellement la plus répandue dans le monde, s'appuie largement sur l'utilisation d'urée synthétique.

[1] FAO, World Fertilizer Trends and Outlook, 2023



Or, précisément, la production d'une seule tonne d'urée nécessite environ 600 m³ de gaz naturel [2]. Aussi, lorsque les prix de l'énergie s'envolent ou que les approvisionnements sont perturbés, le coût des engrais suit mécaniquement et, avec lui, le coût de production agricole, le prix des denrées alimentaires et, in fine, la capacité de centaines de millions de personnes à se nourrir.

Cette interdépendance n'est pas nouvelle. La guerre en Ukraine, en 2022, avait déjà provoqué une flambée spectaculaire : le prix de l'urée avait plus que doublé en quelques mois. Comme le relevait alors l'OMC dans son rapport sur la crise en Ukraine [3], ce choc avait engendré le risque de "crises alimentaires en cascade" dans les pays "à faibles revenus" [4]. La crise actuelle reproduit exactement la même logique systémique.

Les prix de l'urée sont d'ailleurs revenus aux niveaux observés fin 2022, les plus élevés depuis l'intensification du conflit ukrainien. À l'époque, la flambée des prix du gaz avait déjà conduit plusieurs producteurs européens d'engrais à suspendre leurs activités, aggravant la pénurie mondiale.

La situation actuelle menace de reproduire ce scénario.

[2] International Fertilizer Association, Fertilizer Technology Roadmap, 2019

Plus de la moitié des agriculteurs du monde otages des marchés d'intrants

La FAO estime que plus de 600 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde [5]. Derrière ce chiffre se cachent des dynamiques agricoles complexes, parmi lesquelles la dépendance aux engrais chimiques occupe une place centrale.

Plus de la moitié des agriculteurs du monde dépendent aujourd'hui des engrais chimiques pour maintenir leurs rendements. Cette dépendance est le produit d'une histoire : celle de la « Révolution verte », ce vaste programme de modernisation agricole dont les prémices remontent aux expériences menées au Mexique dès 1943, mais qui a véritablement pris son essor mondial dans les années 1960 sous l'impulsion du chercheur américain Norman Borlaug.

[3] OMC, The Crisis in Ukraine: Implications of the War for Global Trade and Development, 2022

[4] Concernant l'utilisation des termes "pays les moins avancés" et "pays à faible revenus", voir la catégorisation de l'OCDE dans le cadre de l'identification des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD).

[5] FAO, L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2023



En diffusant des variétés à haut rendement, en intensifiant l'usage d'intrants chimiques et en développant l'irrigation, la Révolution verte a permis d'éviter des famines massives et de nourrir une population mondiale en pleine expansion. Mais elle a aussi fabriqué une dépendance structurelle. Les variétés à haut rendement sélectionnées requièrent des quantités importantes d'engrais azotés pour exprimer leur potentiel. Les sols, sollicités de manière intensive, ont progressivement perdu leur fertilité naturelle.

C'est ainsi que nombre d'agriculteurs se retrouvent aujourd'hui piégés dans un système où renoncer aux engrais signifie renoncer aux rendements, avec des conséquences immédiates sur leur revenu, la sécurité alimentaire de leur foyer et parfois leur survie économique.

Les soutiens publics aux intrants chimiques ont renforcé des trajectoires technologiques difficiles à inverser en un court laps de temps, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud [6]. Pour les paysannes et paysans concernés, la crise actuelle signifie concrètement devoir choisir entre réduire l'usage des engrais, au risque de voir leurs rendements baisser, ou supporter des coûts de production prohibitifs. Dans les deux cas, la hausse du prix des denrées alimentaires paraît inéluctable.

Les pays “moins avancés” et “à faible revenu” en première ligne

Si la hausse des prix des engrais frappe les agriculteurs du monde entier, elle frappe les pays à faibles revenus avec une violence particulière. L'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et certaines régions d'Amérique latine concentrent les vulnérabilités les plus aiguës.

La FAO estime que le prix des engrais en Afrique subsaharienne est en moyenne deux à trois fois plus élevé que dans d'autres régions du monde pour un même produit, en raison de l'éloignement des ports, des infrastructures de transport déficientes, de la fragmentation des marchés et de la faiblesse des économies d'échelle [7]. Plus grave encore : l'Afrique subsaharienne produit moins de 3 % des engrais qu'elle consomme.

[6] OCDE, Agricultural Policy Monitoring and Evaluation, 2023

[7] FAO, Addressing the High Cost of Fertilizers in Sub-Saharan Africa, 2022

Tout choc sur les marchés internationaux se répercute donc directement et sans amortisseur sur les exploitations agricoles africaines.

La structure même des systèmes alimentaires du Sud global amplifie cette vulnérabilité. Façonnée par des décennies de politiques agricoles orientées vers la Révolution verte et les cultures d'exportation, elle a progressivement marginalisé les pratiques agricoles traditionnelles qui se passaient des engrais chimiques. Les savoirs locaux, les semences paysannes adaptées, les techniques de gestion de la fertilité des sols héritées de générations d'agriculteurs ont été progressivement abandonnés au profit du modèle intensif importé. Quand ce modèle vacille sous les chocs géopolitiques, c'est toute une architecture agricole qui se fissure, sans filet de sécurité.

La Belgique n'est pas à l'abri

Il serait tentant de considérer cette crise comme un problème lointain, réservé aux pays à faibles revenus. Ce serait une erreur. L'Europe, et la Belgique en particulier, sont également exposées, à travers des mécanismes différents, mais bien réels.

L'agriculture belge dépend, elle aussi, des engrais azotés importés. La Belgique figure parmi les pays européens dont l'agriculture conventionnelle est la plus intensive. Lorsque le prix du gaz flambe, les coûts de productions agricoles suivent. Selon les statistiques d'Eurostat, les coûts des intrants agricoles en Belgique ont augmenté de plus de 30% entre 2021 et 2022 [8], une pression inédite pour de nombreuses exploitations.

La répercussion sur les prix alimentaires touche directement les consommateurs belges.

L'indice des prix à la consommation pour les produits alimentaires avait connu des pics historiques en 2022-2023, dépassant les 17 % selon Statbel [9]. Le FMI avertit d'ailleurs que la crise actuelle pourrait relancer l'inflation, avec une exposition particulière de la zone euro [10]. Un nouveau cycle inflationniste sur l'alimentation n'est pas exclu si la crise se prolonge. Les ménages en situation de précarité y sont confrontés en première ligne.

[8] Adrien Leroy, “Infographie, réduction des intrants”, dans Le Sillon, mars 2023.

[9] A qui profite la flambée des prix alimentaires - Romain Gelin - GRESEA - décembre 2023.

[10] FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 2026

Selon la Fédération belge des Banques alimentaires, le nombre de bénéficiaires des banques alimentaires a augmenté de près de 20 % entre 2021 et 2023.

Une nouvelle flambée des prix alimentaires aggraverait directement la situation des ménages à bas revenus, qui consacrent une part nettement plus élevée de leur budget à l'alimentation.

La crise révèle enfin une dépendance politique. La politique agricole commune (PAC) européenne continue de soutenir massivement l'agriculture conventionnelle intensive, notamment à travers ses subsides directs à l'hectare qui bénéficient proportionnellement davantage aux grandes exploitations et aux pratiques intensives en intrants. En outre, à ce jour, une part majeure des 817 milliards de dollars par an de soutiens publics à l'agriculture contribue encore à faire fonctionner un système productif fortement dépendant des énergies fossiles, plutôt qu'à accélérer sa transformation [11].

Une refonte de ces mécanismes en faveur des pratiques agroécologiques représenterait non seulement un levier de résilience face aux crises futures, mais aussi une réponse aux engagements climatiques européens, dont la mise en œuvre reste très en deçà des ambitions affichées dans la stratégie « De la ferme à la table ».

L'agroécologie et la production locale de bio-intrants : des solutions à portée de main, mais une volonté politique indispensable

Face à ce tableau, l'agroécologie n'est pas un luxe militant. Elle est une réponse technique et économique à une vulnérabilité structurelle démontrée.

En combinant la fixation biologique de l'azote par les légumineuses, le compostage et la restitution de matières organiques aux sols, la diversification des cultures et la valorisation des semences locales, les agriculteurs peuvent réduire substantiellement leur dépendance aux engrais de synthèse tout en maintenant, dans certains contextes et sur le long terme, des rendements significatifs.

À ces pratiques s'ajoute la production locale de bio-intrants : fertilisants organiques, digestats de biogaz, biostimulants et biopesticides issus de ressources 100 % locales, totalement indépendantes des marchés internationaux.

[11] OCDE, Agricultural Support Estimates, 2023



En Belgique et en Europe, la méthanisation agricole ouvre déjà cette voie. En Afrique de l'Est, des entreprises pionnières en font une réalité économique viable. La FAO, dans sa publication mensuelle "Agroecology Knowledge Hub", recense plusieurs centaines d'initiatives ayant démontré des bénéfices simultanés sur la productivité, la résilience climatique, la biodiversité et les revenus agricoles.

Ce qui se joue autour du détroit d'Ormuz en 2026 n'est pas un cas isolé : c'est le dernier épisode d'une série de crises qui s'accélère après la crise alimentaire de 2007-2008, les flambées de 2010-2011, la crise COVID de 2019-2021 et la guerre russo-ukrainienne de 2022. [12]

Et à chaque fois, l'agroécologie et la production locale d'intrants étaient déjà là comme réponse. Le potentiel est établi. Ce qui fait défaut, c'est la volonté politique.

Car les pratiques agroécologiques ne peuvent reposer sur la seule initiative des agriculteurs engagés. Elles requièrent une réorientation des subventions agricoles, la reconstruction de services de conseil agricole démantelés depuis les années 1980 ainsi que la création de marchés pour les bio-intrants. En Europe, cela passe aussi par une réforme profonde de la PAC.

De l'urgence à la transformation systémique

Les crises énergétiques révèlent des fractures profondes dans notre système alimentaire mondial. Elles ne les créent pas : elles les exposent. La dépendance aux engrais de synthèse, la concentration des chaînes d'approvisionnement, la marginalisation de l'agroécologie, la vulnérabilité particulière des agriculteurs africains et des ménages en situation de précarité, qu'ils se trouvent au Sahel ou dans les quartiers populaires de Bruxelles, tout cela préexistait à la fermeture du détroit d'Ormuz. La crise actuelle ne fait qu'amplifier des dynamiques structurelles de long terme.

[12] Transitions n°135. « Guerre en Ukraine et spectre de la faim : faut-il (vraiment) produire plus ? »



Sortir de cette vulnérabilité chronique exige une convergence de transformations à plusieurs niveaux : les politiques agricoles nationales et européennes, les règles du commerce international, les flux d'investissement publics et privés, et peut-être surtout la façon dont nous valorisons et diffusons les savoirs agroécologiques et les pratiques de production locale de bio-intrants.

Les solutions existent. Elles ont été documentées, expérimentées, évaluées. Elles impliquent une agriculture moins dépendante des intrants fossiles, plus diversifiée, mieux ancrée dans ses territoires, plus respectueuse des équilibres écologiques. Elles ne sont pas nostalgiques d'un passé idéalisé : elles sont résolument tournées vers l'avenir, combinant savoirs paysans et innovations technologiques.

Les décideurs politiques disposent d'une pléthore d'inspirations grâce à des propositions concrètes portées par des acteurs de la société civile qui, eux, n'attendent pas. En Belgique, le consortium Food Systems Alliance (qui réunit les ONG Autre Terre, Entraide & Fraternité, FIAN Belgium, Humundi, Solidagro et Iles de Paix) soutient la transition agroécologique des systèmes alimentaires, ici et dans le monde. Collaborant avec plus de 160 partenaires locaux actifs sur quatre continents, le consortium articule actions de terrain et plaidoyer politique autour d'une vision commune : garantir à toutes et tous le droit à une alimentation saine et adéquate, dans des systèmes alimentaires justes, durables et résilients. Une boussole dont nos politiques publiques auraient tout intérêt à s'emparer.

Éditeur responsable
Iles de Paix ASBL
Rue du Marché 37
4500 Huy
085 23 02 54
education.permanente@ilesdepaix.org
www.ilesdepaix.org

**iles
de
paix**